



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2024-499 du 26 décembre 2024, mettant en demeure l'établissement ENGIE de respecter les dispositions de l'article 1.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 concernant les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration relevant de la rubrique n° 1432 de la nomenclature des installations classées, ainsi que plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 réglementant l'exploitation des installations sises 35, Avenue Jean Moulin à Villeneuve-la-Garenne

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8 et L.511-1,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022 portant nomination du secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, sous-préfet de Nanterre (classe fonctionnelle I) - M. GAUCI (Pascal),

Vu le décret du 31 octobre 2024 portant cessation de fonctions et nomination du préfet des Hauts-de-Seine – M. BRUGERE (Alexandre),

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 concernant les prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration relevant de la rubrique n° 1432 de la nomenclature des installations classées

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 réglementant les activités exercées par la société ESYS-MONTENAY sise 35, rue Jean Moulin à Villeneuve-la-Garenne,

Vu l'arrêté SGAD n°2024-50 du 15 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite de l'inspection des installations classées du 23 octobre 2024 réalisée dans l'établissement qu'exploite la société ENGIE au 35 avenue, Jean Moulin à Villeneuve-la-Garenne constatant le non-respect du point 1.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 précité,

Vu la même visite en date du 23 octobre 2024 précitée constatant le non-respect de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 précité concernant les points suivants:

- point 1.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif au désenfumage,
- point 2.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif à la surveillance permanente,
- point 4.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif à la vitesse d'éjection des gaz,
- point 5.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif au livret de chaufferie,
- point 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif au zonage ATEX,
- point 6.4.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif à l'entretien des matériels de sécurité,
- point 6.7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997 relatif aux équipements de sécurité GAZ,

Vu le rapport en date du 21 novembre 2024 de madame la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, proposant à monsieur le préfet de mettre en demeure l'établissement ENGIE,

Vu le courrier de l'inspection du 21 novembre 2024, transmettant à l'exploitant le rapport du même jour précité, et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que lors de la visite du site en date du 23 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la mise à l'arrêt définitif de la cuve de 75m² de fioul domestique (FOD), sans qu'il soit notifié au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci, en méconnaissance du point 1.7 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 précité,

Considérant que lors de la même visite en date du 23 octobre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la méconnaissance de plusieurs dispositions de l'arrêté préfectoral du 1er décembre 1997 précité, à savoir :

- l'exploitant n'a pu fournir les rapports de vérification de désenfumage récents, en méconnaissance du point 1.4 ;

- le personnel d'exploitation ENGIE ne disposait pas de la notice de fonctionnement de la centrale de détection de gaz OLDHAM ; qu'il ne connaissait pas de façon précise les niveaux de déclenchement des seuils d'alerte et d'action en % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) des dispositifs de mise en sécurité actionnés par le système de détection gaz en place et qu'il ignorait le fonctionnement du logiciel ou de la gamme de maintenance en place liée à cette détection gaz, en méconnaissance du point 2.5 ;

- la persistance des non-conformités de vitesse d'éjection des gaz des de trois générateurs, en méconnaissance du point 4.3 ;

- l'absence de « LIVRET DE CHAUFFERIE » à jour, en méconnaissance du point 5.6 ;

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions), en méconnaissance du point 6.2.4 ;

- l'exploitant n'a pas été en mesure de faire une proposition de visite de maintenance préventive concernant la centrale de détection OLDHAM, en méconnaissance du point 6.4.5 ;

- l'absence de rapport récent d'entretien de la détection gaz OLDHAM, en méconnaissance du point 6.7 ;

Considérant qu'il convient d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société ENGIE, dont le siège administratif est situé au 84, rue Charles Michels à Saint-Denis, représentée par son président, exploitant plusieurs installations classées situées au 35 avenue Jean Moulin à Villeneuve-la-Garenne, est mise en demeure de respecter les dispositions imposées aux articles 2 à 9 du présent arrêté, à compter de sa notification.

ARTICLE 2

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois**, les dispositions de l'article 1.7 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration relevant de la rubrique n° 1432 de la nomenclature des installations classées.

Elle devra déclarer la cessation d'activité de cette installation (et ses équipements connexes) et procéder à son démantèlement.

ARTICLE 3

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois**, les dispositions du point 1.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra vérifier le bon fonctionnement de ses dispositifs de désenfumage par un bureau de contrôle et procéder à des essais au moins annuels.

ARTICLE 4

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois**, les dispositions du point 2.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra mettre en place un report d'information technique vers l'équipe d'astreinte ENGIE ou organiser des rondes du personnel de maintenance, en particulier le week-end et mettre en place un report d'alarme (raccordement fibre) pérenne.

ARTICLE 5

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de cinq mois**, les dispositions du point 4.3 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra mettre en conformité les générateurs n°01, n°02, n°03, pour la vitesse d'éjection des gaz.

ARTICLE 6

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois**, les dispositions du point 5.6 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra ré-actualiser le « LIVRET DE CHAUFFERIE » (modèle ENGIE mais vierge) en complétant les caractéristiques et le mode de fonctionnement (générateur de production, de secours, ou hors-service ou en maintenance) des chaudières et moteurs.

ARTICLE 7

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de deux mois**, les dispositions du point 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra fournir le DRPCE (Document Relatif à la Protection contre les Explosions) et prévoir le balisage de zones ATEX qui en découle en salle des générateurs, ou dans les locaux connexes.

ARTICLE 8

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quinze jours**, les dispositions du point 6.4.5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra faire vérifier la centrale de détection OLDHAM existante, quitte à la faire vérifier par son installateur initial

ARTICLE 9

La société ENGIE est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quinze jours**, les dispositions du point 6.7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1997.

Elle devra fournir un rapport récent d'entretien de la détection gaz OLDHAM.

ARTICLE 10

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 11 ne seraient pas satisfaites dans les délais imposés par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 11 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 12 : Publication


L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine pendant une durée d'un mois.

L'arrêté est notifié au représentant de l'établissement ENGIE ;

ARTICLE 13: Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, le maire de Villeneuve-la-Garenne, le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,



Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Pascal GAUCI